A°. 1892  N°. 12.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING

van den 16 Mei 1892 No. 299,

waarbij de opneming in het Publicatie-blad wordt bevolen van de op den 4 Juli 1891 te Weenen *gesloten overeenkomst betreffende den dienst der postwissels, en de vertaling daarvan.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen hebbende de missive dd. 19 April jl. Lett. A 3 No. 32/87 van den Minister van Koloniën, ten geleide strekkende van de op den 4 Juli 1891 te *Weenen* gesloten overeenkomst betreffende den dienst der postwissels, en de vertaling daarvan, met opdracht die in het Publicatie-blad te doen opnemen.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

Willemstad, den 16n. Mei 1892.
BARGE.
De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Uitgegeven den 24n. Mei 1892.
De Gouvernements Secretaris,
HELLMUND.

Union Postale Universelle.

ARRANGEMENT

CONCERNANT
LE SERVICE DES MANDATS DE POSTE
CONCLU ENTRE

l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colònies Danoises, l'Égypte,

la France et les Colonies Françaises, l'Italie, le Japon, la Republique de Libéria, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et les Colonies Néerlandaises, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, le Salvador, le Royaume de Siam, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus dénommés.

Vu l'article 19 de la Convention principale, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant :

Article 1.

L'échange des envois de fonds par la voie de la poste et au moyen de mandats, entre ceux des pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

Article 2.

1. En principe, le montant des mandats doit être versé par les déposants et payé aux bénéficiaires en numéraire; mais chaque Administration a la faculté de recevoir et d'employer elle même, a cet effet, tout papier-monnaie ayant cours légal dans son pays, sous réserve de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

2. Aucun mandat ne peut excéder la somme de 500 francs effectifs ou une somme approximative dans la monnaie respective de chaque pays.

3. Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie métalique du pays où le paiement doit avoir lieu. A cet effet, l'Administration du pays d'origine détermine elle-même, s'il y a lieu, le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination.

L'Administration du pays d'origine détermine également, s'il y a lieu, le cours à payer par l'expéditeur, lorsque ce pays et le pays de destination possèdent le même système monétaire.

4. Est réservé à chacun des pays contractants le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats de poste provenant d'un autre de ces pays.

Article 3.

1. La taxe générale à payer par l'expéditeur pour chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, est fixée, valeur métalique, à 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs, ou à l'équivalent dans la monnaie respective des pays contractants, avec faculté d'arrondir les fractions, le cas échéant.

Sont exempts de toute taxe les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés entre les Administrations postales.

2. L'Administration qui a délivré des mandats tient compte, à l'Administration qui les a acquittés, d'un droit de ½ pour cent du montant total des mandats payés, abstraction faite des mandats d'office.

3. Les mandats de poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéd;teurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du paragraphe 1er du présent article, sauf toutefois le droit de factage pour le paiement à domicile, s'il y a lieu.

4. L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées.

5. L'expéditeur d'un mandat de poste peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse tant que ce mandat n'a pas été livré au destinataire, aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances ordinaires par l'article 9 de la Convention principale.

6. L'expéditeur peut également demander la remise des fonds à domicile, par porteur spécial, aussitôt après l'arrivée du mandat, aux conditions fixées par l'article 13 de ladite Convention.

7. Est toutefois réservée à l'Office du pays de destination la faculté de faire remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre luimême, lorsque ses règlements intérieurs le comportent.

Article 4.

1. Les mandats de poste peuvent être transmis par le télégraphe, dans les relations entre les Offices dont les pays sont reliés par un télégraphe d'Etat ou qui consentent à employer à cet effet la télégraphie privée ; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques.

2. Les mandats télégraphiques peuvent, comme les télégrammes ordinaires et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de l'urgence, de la reponse payée, du collationnement, de l'accusé de réception, de la transmission par la poste ou de la remise par exprès. Ils peuvent , en outre, donner lieu à des demandes d'avis de paiement à délivrer et à expédier par la poste.

3. L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer :

a. la taxe ordinaire des mandats de poste, et, si un avis de paiement est demandé, le droit fixe de cet avis ;

b. la taxe du télégramme.

4. Les mandats télégraphiques ne sont grevés d'aucuns frais autres que ceux prévus au présent article, ou que ceux qui peuvent être perçus en conformité des règlements télégraphiques internationaux.

Article 5.

Par suite du changement de résidence du bénéficiaire, les mandats ordinaires peuvent être réexpédiés d'un des pays participant à l'Arrangement sur un autre de ces pays. Lorsque le pays de la nouvelle destination a un autre système monétaire que le pays de la destination primitive, la conversion du montant du mandat en monnaie du premier de ces pays est opérée par le bureau réexpéditeur, d'après le taux convenu pour les mandants à destination de ce pays et émanant du pays de la destination primitive. Il n'est perçu aucun snpplément de taxe pour la réexpédition, mais le pays de la nouvelle destination touche en tout cas à son profit la quote-part de taxe qui lui serait dévolue si le mandat lui avait été primitivement adressé, même dans le cas où, par suit d'un arrangement spécial conclu entre le pays d'origine et le pays de la destination primitive, la taxe effectivement perçue serait inférieure à la taxe prévue par l'article 3 du présent Arrangement.

Article 6.

1. Les Administrations des postes des pays contractants dressent, aux époques fixées par le Réglement ci-aprés, les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs ; et ces comptes, après avoir èté débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés, sauf arrangement contraire, en monnaie d'or du pays créancier, par l'Administration qui est reconnue redevable envers une autre, dans le délai fixé par le même Règlement.

2. A cet effet, lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en même monnaie que la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le taux moyen du change dans la capitale du pays débiteur, pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

3. En cas de non-paiement du solde d'un compte dans les délais fixés, le montant de ce solde est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration desdits délais jusqu'au jour où le paiement a lieu. Ces intérêts sont calculés a raison de 5% l'an et sont portés au débit de l'Administration retardataire sur le compte suivant.

Article 7.

1. Les sommes converties en mandats de poste sont garanties aux déposants, jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. Les sommes encaissées par chaque Administration, en échange de mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquis à l'Administration qui a délivré ces mandats.

Article 8.

Les stipulations du présent Arrangement ne portent pas restriction au droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des arrangements spéciaux, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes en vue de l'amélioration du service des mandats de poste internationaux.

Article 9.

Chaque Administration peut, dans des circonstances extraordinaires qui sont de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement le service des mandats internationaux, d'une manière générale ou partielle, sous la condition d'en donner immédiatement avis au besoin par le télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

Article 10.

Les pays de l'Union qui n'ont point pris part au présent Arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 24 de la Convention principale en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

Article 11.

Les Administrations des postes des pays contractantes désignent, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux qui doivent délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents. Elles règlent la forme et le mode de transmission des mandats, la forme des comptes désignés à l'article 6 et toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution du présent Arrangement.

Article 12.

1. Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions prévues à l'article 25 de la Convention principale, toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des mandats de poste.

2. Toute proposition est soumise au procédé determiné par le § 2 de l'article 26 de la Convention principale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir :

1°. l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouveaux articles, ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 1, 2, 3, 4, 6 et 13 ;
2°. les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles des articles précités ;
3°. la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interpretation des dispositions du présent Arrangement, sauf le cas de litige prévu par l'article 23 de la Convention principale.

4. Les résolutions valables sont consacrées dans les deux premieres cas par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée à l'article 26 de la Convention principale.

5. Toute modification ou résolution adoptée n'est excutoire que deux mois, au moins, après sa notification.

Article 13.

1. Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er juillet 1892.

2. Il aura la même durée que la Convention principale, sans préjudice du droit réservé a chaque pays de se retirer de cet Arrangement moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. Sont abrogées, a partir du jour de la mise à exécution du présent Arrangement, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers Gouvernements ou Administrations des parties contractantes, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes du présent Arrangement, le tout sans préjudice des droits réservés par l'article 8.

4. Le présent Arrangement sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Vienne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement à Vienne le quatre juillet mil huit cent quatre-vingt onze.

Pour l'Allemagne :
dr. V. STEPHAN.
SACHSE.
FRITSCH.

Pour la République Argentine:
CÁRLOS CALVO.

Pour l'Autriche :
OBENTRAUT.
dr. HOFMANN.
dr. LILIENAU.
HABBERGER.

Pour la Hongrie :
P. HEIM.
S. SCHRIMPF.

Pour la Belgique :
LICHTERVELDE.

Pour le Brésil :
LUIZ BETIM PAES LEME.

Pour la Bulgarie :
P. M. MATTHEEFF.

Pour le Chili :

Pour la République de Costa-Rica:

Pour le Danemark et les Colonies Danoises :
LUND.
Pour l'Égypte :
Y.SABA.
Pour la France :
MONTMARIN
I. DE SELVES.
ANSAULT.
Pour les Colonies Françaises :
G. GABRIÉ.
Pour l'Italie :
EMIDIO CHIARADIA.
FELICE SALIVETTO.
Pour le Japon :
INDO.
FUJITA.
Pour la République de Libéria :
BN. DE STEIN.
W. KOENTZER.
C. GOEDELT.
Pour le Luxembourg :
MONGENAST.
Pour la Norvège :
THB. HEYERDAHL.
Pour les Pays Bas :
HOFSTEDE.
BARON VAN DER FELTZ.

Pour les Colonies Néerlandaises :
JOHS. J. PERK.
Pour le Portugal et les Colonies Portugaises :
GUELHERMINO AUGUSTO
DE BARROS.
Pour la Roumanie :
COLONEL A. GORJEAN.
S. DIMITRESCU.
Pour le Salvador :
LOUIS KEHLMANN.
Pour le Royaume de Siam :
LUANG SURIYA NUVATR.
H. KEUCHENIUS.
Pour la Suède :
E. VON KRUSENSTJERNA.
Pour la Suisse :
ED. HÖHN.
C. DELESSERT.
Pour la Régence de Tunis :
MONTMARIN.
Pour la Turquie :
E. PETACCI.
A. FAHRI.
Pour l'Uruguay :
FEDERICO SUSVIELA
GUARCH.
JOSE G. BUSTO.

VERTALING.

Algemeene Postvereeniging.

OVEREENKOMST

BETREFFENDE

DEN DIENST DER POSTWISSELS,

GESLOTEN TUSSCHEN

Duitschland, de Argentijnsche Republiek, Oostenrijk-Hongarije, België, Brazilië, Bulgarije, Chili, de Republiek Costa-Rica, Denemarken en de Deensche koloniën, Egypte, Frankrijk en de Fransche koloniën, Italië, Japan, de Republiek Liberia, Luxemburg, Noorwegen, Nederland en de Nederlandsche koloniën, Portugal en de Portugeesche koloniën, Roumanië, Salvador, het Koninkrijk Siam, Zweden, Zwitserland, het Regentschap Tunis, Turkije en Uruguay.

De ondergeteekenden, gevolmachtigden van de Regeeringen van de hierboven vermelde landen,

Gezien artikel 19 van het hoofdverdrag, hebben, in gemeen overleg en onder voorbehoud van nadere bekrachtiging, de volgende Overeenkomst vastgesteld:

Artikel 1.

De overmaking van gelden door middel van postwissels, tusschen de contracteerende landen, die dezen dienst verlangen in werking te brengen, is aan de bepalingen van de tegenwoordige Overeenkomst onderworpen.

Artikel 2.

1. In beginsel wordt vastgesteld, dat het bedrag der postwissels in specie door de afzenders moet worden gestort en aan de belanghebbenden uitbetaald; maar iedere Administratie heeft de bevoegdheid om daarvoor in ontvang te nemen en zelve te bezigen elk soort van papieren geld, dat in haar land wettig betaalmiddel is, mits, in voorkomende gevallen, het koersverschil in rekening gebracht worde.

2. Geen postwissel mag de som van 500 franken of eene in de munt van elk land daarmede nagenoeg overeenstemmende som te boven gaan.

3. Tenzij daaromtrent tusschen de belanghebbende Administratiën anders is overeengekomen, wordt het bedrag van

elken wissel in de specie-munt van het land, waar de betaling moet plaats hebben, uitgedrukt. Tot dat einde bepaalt de Administratie van het land van oorsprong zelve, wanneer het te pas komt, den maatstaf van herleiding harer munt in de speciemunt van het land van bestemming.

De Administratie van het land van oorsprong bepaalt, zoo noodig, eveneens den koers, door den afzender te betalen, wanneer dit land en het land van bestemming hetzelfde muntstelsel hebben.

4. Aan elk der contracteerende landen is het recht voorbehouden om toe te laten, dat de eigendom der postwissels, uit een van de andere landen afkomstig, binnen zijn eigen gebied, door middel van endossement, op een ander worde overgedragen.

Artikel 3.

1. Het door den afzender voor elke, krachtens het vorig artikel bewerkstelligde overmaking van gelden, te betalen algemeene recht bedraagt, in specie, 25 centimen voor elke 25 franken of elk gedeelte van 25 franken, of het daarmede in de munt van elk der contracteerende landen overeenkomend bedrag, met bevoegdheid, in voorkomende gevallen, om de breuken tot een geheel aan te vullen.

De dienstpostwissels, betrekking hebbende op den postdienst, die tusschen de Administratiën onderling gewisseld worden, zijn van elk recht vrijgesteld.

2. De Administratie, die postwissels heeft afgegeven, keert aan de Administratie, die ze heeft uitbetaald, een recht ad ½ pct. uit van het totaal bedrag der uitbetaalde postwissels, na aftrek van de dienstpostwissels.

3. De postwissels en de daarop gestelde quitantiën, alsmede de aan de afzenders uitgereikte bewijzen van storting, kunnen, ten laste van de afzenders of van de geadresseerden der gelden, aan geen ander recht of port, hoe ook genaamd, boven het, krachtens paragraaf 1 van het tegenwoordig artikel gegeven recht, onderworpen worden. Het bestelgeld voor de betaling aan huis, waar dit te pas komt, is daarvan echter uitgezonderd.

4. De afzender van een postwissel kan een bericht van uitbetaling van dien postwissel verkrijgen, door vooruitbetaling van een recht, ten voordeele van de Administratie van het land van oorsprong, gelijk aan dat, hetwelk in bedoeld land wordt geheven voor de berichten van ontvang wegens aangeteekende stukken.

5. De afzender van een postwissel kan, zoolang deze niet aan den geadresseerde is uitgereikt, dien terugvorderen of het adres er van doen wijzigen, op de voorwaarden en met het voorbehoud voor de brieven en andere stukken, bij art. 9 van het Hoofdverdrag vastgesteld.

6. De afzender kan eveneens, op de voorwaarden, vastgesteld bij art. 13 van genoemd Verdrag, verlangen dat dadelijk na aankomst van den postwissel, deze ten huize van den geadresseerde worde uitbetaald door een opzettelijk daarmede te belasten persoon.

7. De Administratie van het land van bestemming is echter bevoegd, om in plaats van de gelden, een bericht van aankomst van den postwissel, of wel den postwissel zelf, bij den geadresseerde per expresse te doen bestellen, wanneer de reglementen op den binnenlandschen dienst hiertoe aanleiding geven.

Artikel 4.

1. In het verkeer tusschen de Officiën van landen, die door middel van een Staatstelegraaf zijn verbonden, of die de telegraaf eener bijzondere onderneming daartoe willen gebruiken, kunnen postwissels door middel van de telegraaf worden overgebracht. Dergelijke wissels worden telegraphische postwissels genoemd.

2. Voor de telegraphische postwissels kan, evenals voor de gewone telegrammen en op dezelfde voorwaarden, worden verlangd: dringende overbrenging, betaald antwoord, collationnement, bericht van ontvang, bestelling per post of per bode. Er kan bovendien bericht van betaling worden gevraagd, dat door de post wordt afgeleverd en verzonden.

3. De afzender van een telegraphischen postwissel heeft te voldoen:

a. het gewone recht der postwissels, zoomede, indien een bericht van betaling verlangd wordt, het vaste recht voor zoodanig bericht.

b. de kosten van het telegram.

4. De telegraphische postwissels kunnen met geen andere kosten belast worden dan die bij het tegenwoordig artikel zijn vastgesteld, of die overeenkomstig de internationale telegraafreglementen kunnen geheven worden.

Artikel 5.

Bij verandering van woonplaats van een geadresseerde kunnen de gewone postwissels van een der landen, die tot de Overeenkomst zijn toegetreden, naar een ander dier landen, met nader adres, worden verzonden. Wanneer het land der nieuwe bestemming een ander muntstelsel heeft dan het land van oorspronkelijke bestemming, herleidt dit het bedrag van den postwissel in de munt van eerstgenoemd land, naar den maatstaf van herleiding, aangenomen voor de wissels, bestemd voor het land en afkomstig uit het land van oorspronkelijke bestemming. Er wordt voor die nadere verzending geen nieuw recht geheven, maar de Administratie van het land van nieuwe bestemming heft in elk geval te haren voordeele het aandeel in het rech, dat haar zou zijn toegekend, indien de post

wissel oorspronkelijk voor haar bestemd ware geweest, zelfs dan, indien op grond eener bijzondere overeenkomst tusschen het land van oorsprong en dat van oorspronkelijke bestemming, het geheven recht minder zou bedragen dan dat, bedoeld bij artikel 3 der tegenwoordige Overeenkomst.

Artikel 6.

1. De Postadministratiën der contracteerende landen maken, op de tijdstippen, bij het hiernavolgende Reglement vastgesteld, rekeningen op, waarin al de door hare kantoren betaalde sommen worden opgenomen; deze rekeningen worden, tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, na van wêerszijden onderzocht en vastgesteld te zijn, door de Administratie, die blijkt aan eene andere Administratie schuldig te zijn, binnen den daarvoor bij het Reglement vastgestelden termijn, voldaan in de goudmunt van het land, dat te vorderen heeft.

2. Tot dat einde wordt, bij verschil van munt ten aanzien der uitbetaalde postwissels, de kleinste vordering tot dezelfde munt als de grootste vordering herleid. Tot grondslag dier herleiding geldt de gemiddelde wisselkoers, in de hoofdstad van het land, 't welk te betalen heeft, gedurende het tijdvak waarover de rekening loopt.

3. Indien het saldo eener rekening binnen de daarvoor gestelde termijnen niet betaald is, is voor dat saldo interest verschuldigd, te rekenen van den dag, waarop gezegde termijnen zijn verstreken, tot aan den dag waarop de betaling plaats heeft. Deze interest wordt berekend tegen 5% 's jaars en, ten laste van de Administratie die achterstallig is, in de volgende rekening opgenomen.

Art. 7.

1. Des ommen, warrvoor postwissels zijn afgegeven, worden aan hen, die ze gestort hebben, gewaarborgd tot op het oogenblik waarop zij behoorlijk aan de geadresseerden of aan hunne lasthebbenden zijn uitbetaald.

2. De bij elke Administratie, tegen afgifte van postwissels, gestorte sommen, waarvan het bedrag niet door de rechthebbenden binnen de door de wetten of verordeningen van het land van oorsprong gestelde termijnen is opgeëischt, vervallen voor goed aan de Administratie, die de postwissels heeft afgegeven.

Artikel 8.

De bepalingen van de tegenwoordige Overeenkomst laten onverkort het recht der contracteerende partijen om bijzondere overeenkomsten in stand te houden of te sluiten, alsmede om meer beperkte vereenigingen in stand te houden en in het leven te roepen, met het doel om aan verbetering in den dienst der internationale postwissels tegemoet te komen.

Artikel 9.

Elke Administratie is bevoegd om, onder buitengewone omstandigheden, van zoodanigen aard, dat zij den maatregel rechtvaardigen, den dienst der internationale postwissels geheel of gedeeltelijk te staken, onder voorwaarde daarvan onmiddellijk, zoo noodig door middel van de telegraaf, aan de belanghebbende Administratie of Administratiën kennis te geven.

Artikel 10.

De landen der Vereeniging, die geen deel hebben genomen aan de tegenwoordige Overeenkomst, kunnen daaraan, op hun verzoek, en op de wijze als ten opzichte van de toetreding tot de Algemeene Postvereeniging is voorgeschreven bij artikel 24 van het Hoofdverdrag, deelnemen.

Artikel 11.

De Postadministratiën der contracteerende landen wijzen, ieder voor zooveel haar betreft, de kantoren aan, die de, krachtens de voorgaande artikelen, in gebruik te stellen postwissels moeten afgeven en betalen. Zij bepalen den vorm en de wijze van overmaking der postwissels, den vorm der in artikel 6 bedoelde rekeningen en iederen anderen maatregel van ondergeschikten aard of van orde, voor de uitvoering der tegenwoordige Overeenkomst vereischt.

Artikel 12.

1. In het tijdsverloop tusschen de bijeenkomsten, bedoeld bij artikel 25 van het Hoofdverdrag, heeft iedere Postadministratie van elk der contracteerende landen het recht, aan de andere deelnemende Administratien, door tusschenkomst van het Internationaal Bureel, voorstellen betreffende den dienst der postwissels te doen.

2. Met elk voorstel wordt gehandeld overeenkomstig het bepaalde bij § 2 van artikel 26 van het Hoofdverdrag.

3. Om ten uitvoer te kunnen worden gelegd, moeten de voorstellen op zich vereenigen:

1°. alle stemmen, wanneer zij eene bijvoeging van nieuwe artikelen of eene wijziging van de bepalingen van dit artikel of der artikelen 1, 2, 3, 4, 6 en 13 betreffen;

2°. twee derden der stemmen, wanneer zij eene wijziging der bepalingen van andere dan de vorengenoemde artikelen betreffen;

3°. de volstrekte meerderheid, wanneer zij betreffen de uitlegging van de bepalingen der tegenwoordige Overeenkomst, behoudens het geval van verschil, voorzien bij artikel 23 van het Hoofdverdrag.

4. Aan de geldige besluiten wordt kracht van uitvoering verzekerd, in de beide eerste gevallen, door eene diplomatie-

ke verklaring, en, in het derde geval, door eene mededeeling langs administratieven weg, op de wijze als bij artikel 26 van het Hoofdverdrag is voorgeschreven.

5. Elke aangenomen wijziging of nadere regeling kan niet vroeger ten uitvoer worden gelegd, dan ten minste twee maanden na de kennisgeving.

Artikel 13.

1. De tegenwoordige Overeenkomst treedt in werking op den 1sten Juli 1892.

2. Zij zal denzelfden duur hebben als het Hoofdverdrag, onverminderd het recht, aan ieder land voorbehouden, om zich aan deze Overeenkomst te onttrekken, mits van het voornemen daartoe een jaar te voren door zijne Regeering aan de Regeering van den Zwitserschen Bond worde kennis gegeven.

3. Te rekenen van den dag, waarop de tegenwoordige Overeenkomst in werking treedt, komen alle bepalingen, waaromtrent te voren tusschen de verschillende regeeringen of Administratiën der contracteerende partijen is overeengekomen, te vervallen, voor zoover zij niet met de tegenwoordige Overeenkomst overeenstemmen; alles onverminderd de bij artikel 8 voorbehouden rechten.

4. De tegenwoordige Overeenkomst zal zoodra mogelijk worden geratificeerd. De akten van ratificatie zullen te Weenen worden uitgewisseld.

In Oirkonde hiervan, hebben de gevolmachtigden der hierboven genoemde landen de tegenwoordige Overeenkomst te Weenen, op den vierden Juli achttien honderd een en negentig onderteekend.

(*Volgen de onderteekeningen*).